



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 12 mars 2008

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Étude : Le capital infrastructurel, de 1960 à 2003

2

Lorsqu'il est question d'infrastructure, l'attention porte essentiellement sur l'infrastructure publique (les routes, les ponts, les égouts, etc.). Or, selon une nouvelle étude, l'infrastructure du secteur privé, par exemple les pipelines et les bâtiments, est tout aussi importante pour l'économie.

Ventes intérieures de produits pétroliers raffinés, janvier 2008

5

Enquête sur l'eau dans les industries, 2005

5

Industries du transport et distribution de gaz naturel, 2006

6

Industrie des oléoducs, 2006

6

Ciment, janvier 2008

6

Nouveaux produits

7



Communiqués

Étude : Le capital infrastructurel

De 1960 à 2003

Lorsqu'il est question d'infrastructure, l'attention porte essentiellement sur l'infrastructure publique (les routes, les ponts, les égouts, etc.). Or, selon une nouvelle étude, l'infrastructure du secteur privé, par exemple les pipelines, les chemins de fer et les installations génératrices, est tout aussi importante pour l'économie.

L'étude publiée aujourd'hui a permis d'examiner l'évolution de l'infrastructure à la fois dans le secteur commercial et dans le secteur non commercial (les administrations publiques) au Canada depuis 1961. Elle a permis de comparer la croissance de l'infrastructure à long terme au Canada et aux États-Unis.

Bien que le secteur public soit celui qui détient la part la plus importante de l'infrastructure, celle-ci a diminué en proportion de l'ensemble des actifs d'infrastructure, passant de 33 % en 1970 à 23 % en 2002.

Le capital infrastructurel consiste en ouvrages de génie et en bâtiments. En 2003, il constituait plus de 58 % du capital total. Les ouvrages de génie englobent les pipelines, les voies ferrées, les ports, les lignes téléphoniques, les barrages, les centrales électriques, les routes et les égouts. Les bâtiments sont utilisés par tous les secteurs.

À l'intérieur du secteur public, les investissements en infrastructure ont principalement trait aux écoles, aux hôpitaux, aux routes et aux conduites maîtresses. Dans le secteur des administrations publiques, les actifs sont répartis de façon à peu près égale entre les travaux de génie et les bâtiments.

En dehors du secteur des administrations publiques, les investissements en infrastructure sous forme d'ouvrages de génie ont généralement été effectués dans un noyau de secteurs commerciaux, comme les services d'électricité, le transport et les communications. Depuis quelque temps, la proportion de ces investissements dans le secteur de l'exploration pétrolière et gazière a fortement augmenté.

Dans le secteur commercial traditionnel réglementé, les travaux de génie représentaient une part importante des actifs de 1997 à 2002, soit environ 72 % pour les services d'électricité, 33 % pour le transport et 37 % pour les télécommunications. Dans le secteur minier et pétrolier, ils représentent 80 % de tous les actifs.

L'un des objectifs de l'étude était de définir les actifs qu'il convient de considérer comme faisant partie de l'infrastructure. On y définit l'infrastructure comme

Note aux lecteurs

Le présent rapport est fondé sur un document de recherche portant sur les investissements en infrastructure au Canada.

On y expose une taxonomie servant à définir les actifs qu'il convient de considérer comme constituant des infrastructures; cette taxonomie peut servir à évaluer l'importance des différents types d'investissements en infrastructure selon la fonction et le secteur. Il est également question de la manière de définir la partie de l'infrastructure qu'il y a lieu de qualifier de «publique».

Dans les deux dernières parties du document, le système de classification proposé est appliqué aux données sur le stock de capital du Canada.

Enfin, le rapport permet d'examiner la façon dont l'infrastructure du Canada a évolué au cours des 40 dernières années dans les secteurs commercial et non commercial, et de comparer les tendances à cet égard avec celles observées aux États-Unis.

étant un ensemble d'ouvrages fixes possédant les caractéristiques suivantes : ils ont une longue durée de vie utile, leur création comporte une longue période de gestation, ils n'ont pas de substituts adéquats à court et à moyen terme, ils sous-tendent la production d'un flux de services, et il est difficile d'en conserver des stocks. Autre trait particulier, ces actifs jouent également un rôle fondamental en ce qu'ils servent de soutien à d'autres facteurs de production.

La part de l'infrastructure du secteur du transport a diminué au cours des 30 dernières années

La part de l'infrastructure du secteur du transport par rapport à l'ensemble de l'économie a diminué entre 1970 et 2002, tandis que celle des activités minières et pétrolières a augmenté.

En 1970, environ 19 % des actifs d'infrastructure remplissaient une fonction liée aux transports; en 2002, cette proportion n'était plus que de 13 %.

À l'opposé, la part des actifs d'infrastructure associés directement aux activités minières et pétrolières a plus que doublé, passant de 5 % à 11 %.

Durant la même période, la part des actifs d'infrastructure utilisés dans le domaine de l'électricité est passé de 12 % à 9 %, tandis que celle des actifs d'infrastructure consacrés aux communications s'est maintenue à environ 2 %.

Dans le secteur public, les investissements en infrastructure ont principalement trait aux écoles, aux hôpitaux, aux routes et aux conduites maîtresses.

Part de l'infrastructure par fonction

	1970	2002	1970	2002
	Ensemble de l'économie		Administrations publiques	
	%			
Transport	19,2	12,7	34,9	34,3
Loisirs, culture et éducation	12,4	7,4	33,8	26,2
Santé et protection sociale	3,2	3,2	9,8	13,1
Eau, déchets et égouts, et distribution d'énergie	7,7	7,4	9,8	11,3
Industrie minière et pétrolière	5,1	11,1	0,0	0,0
Agriculture, fabrication et services	12,8	11,2	0,0	0,0
Défense et sécurité publique	0,6	0,7	1,8	2,7
Communications	2,4	2,3	0,8	0,4
Électricité	11,6	8,7	0,5	0,1
Autre ¹	25,1	35,3	8,6	11,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Comprend les actifs inclassables tels que «autres» constructions industrielles, institutionnelles et commerciales; immeubles à bureaux; laboratoires; garages et entrepôts de matériel; et pavillons-dortoirs.

En 2002, environ le tiers (34 %) des actifs étaient consacrés au transport dans le secteur public, soit la même proportion qu'en 1970. Environ 26 % étaient associés aux loisirs, à la culture et à l'éducation, 13 %, à la santé et à la protection sociale, et 11 %, aux déchets, à l'eau, aux égouts et à la distribution d'énergie.

Évolution du capital infrastructurel

L'étude a permis d'examiner l'évolution du capital infrastructurel au Canada depuis 1961, cherchant également à déterminer comment les changements au chapitre de l'infrastructure se comparent à ceux touchant d'autres facteurs de production, plus précisément le capital et le travail.

Le ratio du stock de capital infrastructurel total du Canada au produit intérieur brut (PIB) — qui constitue une mesure du capital infrastructurel disponible à l'intérieur de l'économie — est demeuré à peu près stationnaire jusqu'au milieu des années 1990, pour diminuer légèrement par la suite.

Cette baisse a découlé principalement d'une diminution relative des travaux de génie, la croissance de ces travaux s'étant interrompue au cours des années 1980. Le ratio du capital à la production économique est demeuré à peu près stable pour le domaine de la construction de bâtiments, et il a augmenté dans le cas des machines et du matériel.

Prises de concert, la stabilité relative du capital total, les augmentations des parts des machines et du matériel ainsi que les diminutions du capital en travaux de génie concordent avec les variations des prix relatifs des différents types d'actifs au fil du temps.

Ces variations ont fait en sorte que les machines et le matériel soient relativement moins coûteux que l'infrastructure et puissent se substituer à différents types d'actifs. Le même phénomène s'est aussi produit aux États-Unis.

Dans le secteur public, le ratio du capital infrastructurel au PIB total a connu une baisse très marquée; ce ratio, qui dépassait les 35 % dans les années 1970, était d'environ 20 % en 2002. Cette baisse est attribuable dans une proportion égale aux diminutions touchant les travaux de génie et la construction de bâtiments.

Différences entre le Canada et les États-Unis : les dépenses en infrastructure ont augmenté à des moments différents

L'étude a aussi comparé la croissance à long terme de l'infrastructure au Canada et aux États-Unis.

L'étude a permis de constater que le Canada a traversé deux longs cycles depuis 1960. De 1960 à 1980, la croissance du capital infrastructurel total a généralement été plus rapide au Canada qu'aux États-Unis. De fait, au cours de cette période, la croissance a été plus rapide au Canada qu'aux États-Unis pour toutes les formes de capital.

Par contre, après 1980, les dépenses en infrastructure ont ralenti au Canada par rapport aux États-Unis, mais il en a aussi été de même pour d'autres formes de capital.

L'une des raisons du ralentissement des dépenses en infrastructure tient au cycle économique que traversait le Canada. Au cours de la période en question, l'économie axée sur les ressources naturelles, qui était en plein essor à la fin des années 1970, était moins vigoureuse, et les besoins liés à l'infrastructure connexe étaient moindres.

Toutefois, des similitudes existaient entre le Canada et les États-Unis. Dans les deux pays, on a, de façon générale, substitué une autre forme de capital (les machines et le matériel) au capital infrastructurel.

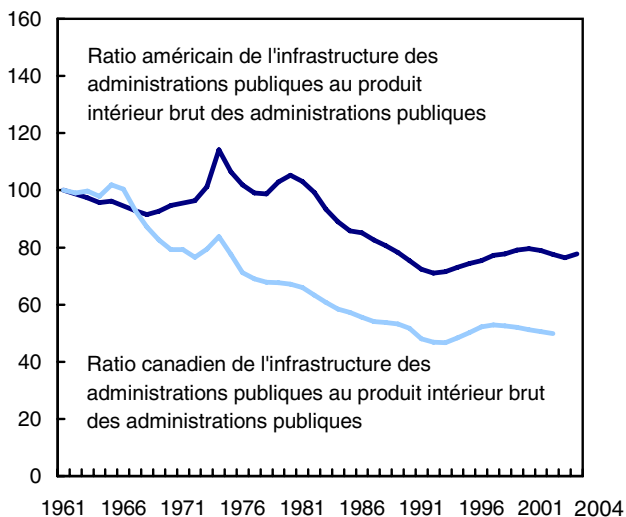
Étant donné que les changements à l'échelle de l'économie peuvent masquer des différences à l'intérieur de secteurs donnés, l'étude a également porté sur les changements qui sont survenus dans le secteur des administrations publiques et dans les secteurs infrastructurels commerciaux (les communications, le transport et l'électricité). La diminution du capital infrastructurel en proportion du PIB total est survenue dans tous ces secteurs.

Exception faite du secteur du transport, la diminution relative des travaux de génie dans les secteurs commerciaux n'est pas attribuable à la baisse relative de l'importance des biens et services produits par ces

secteurs, mais au fait que presque tous ces secteurs ont utilisé moins de travaux de génie pour produire leur production au cours de la période étudiée.

Secteurs canadien et américain des administrations publiques

indice (1961=100)



Durant la même période, il y a eu une baisse du ratio du capital à l'industrie propre dans tous les secteurs commerciaux (sauf dans celui du transport ferroviaire), qui étaient d'importants utilisateurs d'infrastructures

de génie. Les tendances à la baisse touchant le ratio de l'infrastructure au PIB persistent depuis longtemps (près de 20 ans) et sont uniformes dans la plupart des secteurs infrastructurels commerciaux. En outre, les mêmes tendances ont généralement été observées aux États-Unis. Les entreprises des secteurs en question en sont venues à faire une utilisation plus efficace de leur capital, soit parce qu'elles se trouvaient au départ en situation de surcapacité, soit parce qu'elles en sont venues à faire augmenter la productivité de leur capital.

L'importance de l'infrastructure dans le secteur public (que l'on mesure d'après le capital infrastructurel en proportion du PIB des administrations publiques) a également diminué de façon constante depuis le début des années 1970. Cette tendance s'observe à la fois au Canada et aux États-Unis, mais elle est plus prononcée au Canada.

Le document de recherche intitulé «Le capital infrastructurel : sa nature, sa répartition et son importance», qui fait partie de *La revue canadienne de productivité* (15-206-XIF2008016, gratuit) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

D'autres études sur la productivité sont offertes sans frais à l'adresse suivante : (www.statcan.ca/francais/studies/economic_f.htm).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec John Baldwin au 613-951-8588, Division de l'analyse microéconomique. ■

Ventes intérieures de produits pétroliers raffinés

Janvier 2008 (données provisoires)

Les ventes de produits pétroliers raffinés ont atteint 8 485 500 mètres cubes au total en janvier, en hausse de 195 400 mètres cubes, ou de 2,4 %, par rapport à janvier 2007.

Les ventes se sont accrues dans cinq des sept principaux groupes de produits en janvier. Les ventes de mazouts lourds ont connu la plus forte augmentation volumétrique, en hausse de 105 300 mètres cubes, ou de 21,5 %, par rapport à janvier 2007. Les ventes de carburant diesel ont progressé de 66 300 mètres cubes, ou de 3,1 %, et celles d'essence à moteur ont crû de 36 300 mètres cubes, ou de 1,1 %.

En ce qui a trait aux catégories, les ventes de super ont reculé de 3,2 %. Les ventes d'essence ordinaire

sans plomb ont enregistré une hausse de 1,4 %, et celles d'essence de la catégorie intermédiaire ont légèrement augmenté par rapport à janvier 2007.

Les données provisoires sur les ventes intérieures de produits pétroliers raffinés ne sont plus stockées dans CANSIM.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2150.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de la diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

Ventes de produits pétroliers raffinés

	Janvier 2007 ^r	Janvier 2008 ^p	Janvier 2007 à janvier 2008 variation en %
	milliers de mètres cubes		
Total, tous les produits	8 290,1	8 485,5	2,4
Essence à moteur	3 323,5	3 359,8	1,1
Carburant diesel	2 163,2	2 229,5	3,1
Mazouts légers	629,7	570,6	-9,4
Mazouts lourds	489,0	594,3	21,5
Carburateurs pour turboréacteurs	491,3	536,7	9,2
Charges pétrochimiques ¹	406,7	393,4	-3,3
Tous les autres produits raffinés	786,8	801,3	1,8

^r révisé

^p provisoire

1. Matières produites par les raffineries et utilisées par l'industrie pétrochimique dans la fabrication des produits chimiques, du caoutchouc synthétique et d'une variété de plastiques.

Enquête sur l'eau dans les industries 2005

L'Enquête sur l'eau dans les industries a servi à recueillir des données sur le prélèvement et l'évacuation de l'eau par trois groupes d'industries, soit les industries manufacturières, les industries de l'extraction minière et les centrales thermiques.

L'enquête a été menée auprès des établissements de génération thermique d'énergie électrique (y compris les centrales nucléaires), des établissements faisant partie des industries des mines de charbon, de métaux et de minéraux non métalliques (à l'exclusion des mines et carrières de sable, de gravier, d'argile, de céramique et de minéraux réfractaires) ainsi que des fabricants.

Les données recueillies dans le cadre de cette enquête portaient sur les aspects suivants : les

sources de l'eau; l'usage pour lequel l'eau est prélevée; la recirculation ou la réutilisation de l'eau; le point d'évacuation de l'eau et le type de traitement utilisé. L'information touchait aussi les coûts d'acquisition et de traitement de l'eau, de même que les coûts d'exploitation et d'entretien des systèmes de prélèvement et d'évacuation de l'eau.

L'Enquête a montré que ces trois groupes d'industrie ont prélevé au total près de 40,4 milliards de mètres cubes d'eau en 2005. Il s'agit d'un volume d'eau suffisant pour remplir plus de 16 millions de piscines olympiques.

En tout, 80 % de ces prélèvements ont été faits par les centrales thermiques, 19 % par les industries manufacturières et 1 % par les industries minières.

En 2005, ces mêmes trois groupes d'industries ont évacué 38,6 milliards de mètres cubes d'eau usée. Encore une fois, ce sont les centrales thermiques qui se classent au premier rang à ce chapitre (près de 81 %), suivies des industries manufacturières (légèrement plus de 17 %) et des industries de l'extraction minière (près de 2 %).

Ces industries ont recyclé environ 9,6 milliards de mètres cubes d'eau, dont environ 44 % par les centrales thermiques, environ 35 % par les industries manufacturières et le reste, soit 21 %, par les industries de l'extraction minière.

Les coûts engagés par ces trois groupes d'industries au chapitre de l'eau ont été légèrement supérieurs à 2,8 milliards de dollars au total.

Nota : L'Enquête sur l'eau dans les industries de 2005 a été menée dans le cadre de l'initiative des Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement, une initiative conjointe de Statistique Canada, d'Environnement Canada et de Santé Canada. Elle remplace les enquêtes sur l'utilisation de l'eau, dont la dernière a été effectuée par Statistique Canada pour le compte d'Environnement Canada en 1996. Il s'agit d'une enquête biennale, dont la prochaine version servira à recueillir des données pour l'année 2007.

**Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 5120.**

Le rapport intitulé *Utilisation industrielle de l'eau*, 2005 (16-401-XWF, gratuit) est maintenant accessible en ligne. Il comporte des tableaux statistiques provenant de la diffusion provisoire dans *Le Quotidien* en juillet 2007. À partir du module *Publications* de notre site Web, sélectionnez *Publications Internet gratuites*, puis *Environnement*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au 613-951-0297 (environ@statcan.ca), Division des comptes et de la statistique de l'environnement. ■

**Industries du transport et distribution de
gaz naturel**
2006

Il est maintenant possible de consulter les données financières et opérationnelles de 2006 des industries du transport et de la distribution de gaz naturel.

**Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 2180.**

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander des données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Industrie des oléoducs
2006

Il est maintenant possible de consulter les données financières et opérationnelles de 2006 sur l'industrie des oléoducs.

**Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 2179.**

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander des données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Ciment
Janvier 2008

Il est maintenant possible de consulter les données de janvier sur le ciment.

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 303-0060
et 303-0061.**

**Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 2140.**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

La revue canadienne de productivité : «Le capital infrastructurel : sa nature, sa répartition et son importance», n° 16
Numéro au catalogue : 15-206-XIF2008016
(gratuit).

Utilisation industrielle de l'eau, 2005
Numéro au catalogue : 16-401-XWF
(gratuit).

Exportations par pays, janvier à décembre 2007, vol. 64, n° 4
Numéro au catalogue : 65-003-XCB (67 \$/221 \$).

Exportations par pays, janvier à décembre 2007, vol. 64, n° 4
Numéro au catalogue : 65-003-XPB (133 \$/441 \$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

• Le titre • Le numéro au catalogue • Le numéro de volume • Le numéro de l'édition • Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1-800-267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1-613-951-2800
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1-877-287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF	
 Le Quotidien Statistique Canada	
Le jeudi 6 juin 1997 Deuxième édition à 8 h 30	
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS	
● Transport urbain, 1996 Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 45 déplacements en transport urbain par semaine. Le transport urbain, soit le mode le plus éco-énergétique du cours des 25 dernières années. ● Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 À l'issue de la croissance de l'activité et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été contre toute attente relativement faible.	2 5
AUTRES COMMUNIQUÉS	
- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 - Enquête sur les entreprises à court terme - Ajuster les données provinciales, novembre au trimestre le 31 mai 1997 - Production d'or, avril 1997	10 10 11 11
NOUVELLES PARUTIONS	
	12
 Statistique Canada	
 Canada	

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2008. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.